

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Liste des contributeurs</b> .....	9
<b>Sommaire</b> .....	11
<b>Introduction</b>	
Xavier LATOUR et Christian VALLAR .....	13
<b>Les implications juridiques et institutionnelles de la notion de sécurité nationale</b>	
Bernard WARUSFEL .....	17
I. De possibles répercussions constitutionnelles.....	18
A. Des modifications législatives sans réel support constitutionnel .....	18
B. Retrouver la cohérence de l'architecture constitutionnelle en matière de défense et de sécurité .....	20
II. Des réaménagements administratifs appropriés .....	21
A. La mise en place du coordonnateur national du renseignement .....	22
B. D'autres évolutions attendues.....	23
III. Les contreparties indispensables à une gestion démocratique de la sécurité nationale .....	25
A. Délimiter la frontière entre sécurité publique et sécurité nationale.....	26
B. Renforcer les dispositifs de légalisation et de contrôle .....	28
<b>Forces publiques de sécurité et état de droit</b>	
Pascal MBONGO .....	31
I. Exigibilité contemporaine des interdits absolus .....	33
A. Des maltraitances policières .....	33
B. Du défaut de discernement policier .....	35
C. Des négligences fautives .....	38
II. Mutabilité des ingérences licites dans les droits et libertés.....	39
A. Contrôles d'identité et principe de non-discrimination : les « contrôles au faciès » .....	40
B. Technologies de sécurité et droit à la vie privée .....	44
C. Garde à vue et droit à l'avocat.....	47
<b>1972-2013 : 40 ans de livres blancs</b>	
<b>- permanences et évolutions de la défense en france -</b>	
Bertrand PAUVERT .....	51
I. L'affirmation de l'outil de Défense.....	53
A. L'adaptation stratégique ou le jugement des défis et des enjeux .....	53
B. L'adaptation tactique ou l'étalonnage de la réponse opérationnelle .....	55
II. La déconstruction de l'outil de Défense.....	57
A. La destruction technique ou l'affaiblissement de la capacité opérationnelle .....	57

- B. La destruction politique ou le reniement de l'indépendance nationale ....60

### **Le contrôle parlementaire sur les opérations extérieures des forces armées françaises**

Olivier GOHIN .....	63
I. Le contrôle parlementaire sur la guerre étrangère .....	64
A. La nature étrangère de la guerre sous contrôle parlementaire .....	65
B. L'efficacité du contrôle parlementaire sur la guerre étrangère .....	67
II. Le contrôle parlementaire sur les interventions à l'étranger .....	71
A. Une obligation d'information du Parlement français .....	73
B. Une obligation d'approbation du Parlement français .....	75

### **Les préfets de zone de défense et de sécurité : quelles (r)évolutions ?**

Olivier RENAUDIE .....	79
I. Les évolutions passées .....	81
A. La diversification des attributions .....	81
B. Le renforcement de l'autorité .....	82
II. Les évolutions envisageables .....	84
A. Les évolutions à court terme .....	84
B. Les évolutions à long terme .....	85

### **Le dialogue interne au sein de la gendarmerie nationale**

Franck DURAND .....	87
I. Un besoin récurrent d'expression et de concertation .....	87
A. Les mouvements de protestation de 1989 et de 2001 comme mode d'expression .....	88
B. La concertation au sein de la gendarmerie : une nécessité réaffirmée par le législateur .....	90
II. Les formes institutionnelles de concertation et leur évolution .....	93
A. Les instances de concertation et de représentation .....	94
B. Une volonté réaffirmée d'améliorer le dialogue interne au sein de la gendarmerie nationale .....	99

### **Le cadre juridique de l'intervention française au mali**

Anne-Sophie TRAVERSAC .....	103
I. Les résolutions du Conseil de sécurité, un cadre préexistant à l'intervention française. ....	104
II. Le cadre juridique de l'intervention au Mali tel qu'évoqué par les acteurs politiques français : entre ambiguïtés et paradoxes .....	106
III. La demande d'aide du Mali, fondement juridique de l'intervention française. ....	108
IV. Le satisfecit de l'ONU exprimé par la résolution 2100 (2013) : la légitimité de l'action militaire française acquise a posteriori .....	114
V. De Bamako à Damas... et à Bangui ? .....	115

### **L'ennemi dans le code pénal français : approches comparées**

Stéphanie AUBERT .....	121
I. L'ennemi dans le Livre IV : une définition catégorielle dérogatoire .....	122

A.	L'ennemi du Code pénal au livre IV : une figure déviante de la sécurité et de la défense .....	122
B.	Le droit pénal de l'ennemi : un droit dérogatoire au sein de l'État de droit .....	123
II.	L'ennemi dans le Livre IV du Code pénal : une figure guerrière obscure...	125
A.	Le manque de clarté du Livre IV du Code pénal.....	125
B.	La militarisation du Livre IV du Code pénal.....	128
<b>Dimension extérieure de la sécurité et de la défense la professionnalisation des armées, renforcement ou abandon du régalien ? Réalités juridiques comparées</b>		
Nicolas LE SAUX .....		131
I.	La professionnalisation des armées, renfort du régalien .....	133
A.	Après l'armée de masse et la conscription, une armée de métier plus efficace.....	133
B.	Une armée facilement mobilisable par l'exécutif mais sous un contrôle du législatif .....	135
II.	La professionnalisation des armées, abandon du régalien .....	136
A.	Un passage juridique « en force » - une transition poussée par l'exécutif et rarement soumise au débat public .....	136
B.	Un modèle qui favorise la « conscription économique » des déshérités et, à terme, le glissement de fonctions régaliennes vers des intérêts mercenaires .....	138
Bibliographie .....		141
<b>Les opérations de coopération transfrontalière : la concrétisation d'une politique de défense et de sécurité européenne ?</b>		
Anne FROMENT .....		143
I.	Les opérations de coopérations transfrontalière : vecteurs d'émergence d'une politique européenne de sécurité et de défense .....	145
A.	La complexification des situations opérationnelles, justification d'une coopération transfrontalière .....	145
1.	Une réponse à la nouvelle globalisation des menaces : l'intervention des États.....	145
2.	Les collectivités territoriales : véritables acteurs de la coopération transfrontalière en matière de défense.....	146
B.	Des opérations de coopération transfrontalière appuyées par l'action de l'Union européenne.....	147
1.	Le soutien de l'Union européenne .....	147
2.	Vers la concrétisation d'une véritable politique européenne de sécurité et de défense.....	148
II.	Une politique européenne de sécurité et de défense inachevée .....	149
A.	La mise en œuvre des opérations de coopération transfrontalière rendue difficile.....	149
1.	Un manque de coordination .....	149
2.	La persistance de disparités entre les États membres.....	149
B.	Une vision atomiste de la politique européenne de défense et de sécurité.....	150
1.	Une politique européenne de sécurité commune insuffisante.....	150

2. À la recherche d'une harmonisation .....	151
<b>La coopération policière transfrontalière</b>	
Thierry CHAMARD .....	153
I. La logique de la coopération policière transfrontalière .....	154
A. La coopération policière transfrontalière dans l'espace européen ou l'espace Schengen .....	154
1. Les accords de coopération transfrontalière de première génération .....	154
2. Les prémices d'accords bilatéraux hors Schengen : l'exemple Suisse .....	156
B. La coopération policière transfrontalière au sein des ouvrages d'art .....	157
II. La nécessité d'une mise en œuvre d'une coopération policière transfrontalière cohérente .....	158
A. Les limites internes et externes à la coopération policière transfrontalière .....	158
1. Les limites juridiques de la coopération policière transfrontalière .....	159
a. Les hésitations des États traduites par les traités .....	159
b. Une illustration des difficultés juridiques : les articles 40 et 41 de la Convention d'application de l'accord de Schengen .....	159
2. Les limites organisationnelles et opérationnelles .....	161
a. La répartition du renseignement en coopération policière transfrontalières entre instances centrales et instances décentralisées : CCPD et SCCOPOL .....	161
b. Les limites de l'exercice : .....	163
B. L'avenir de la coopération policière transfrontalière européenne .....	163
a. L'axe Rhin - canal du Main - Danube .....	163
b. Du droit national au droit international : l'espace européen absent des voies maritimes .....	164
 <b>Services de renseignements et pouvoir politique</b>	
Bernard ASSO .....	167
I. Qui coordonne ? .....	171
A. L'autorité présidentielle s'affirme .....	171
B. La marginalisation du Premier ministre .....	172
1. Les services extérieurs .....	173
2. Sur le plan intérieur .....	173
II. Qui contrôle ? Un contrôle parlementaire encadré .....	176
A. La progression vers un contrôle parlementaire fut lente .....	176
B. Toutefois le contrôle parlementaire demeure relatif .....	178
 <b>La déontologie des forces de sécurité intérieure</b>	
Fabien GRECH .....	179
I. La déontologie des forces de sécurité intérieure, interface institutionnelle .....	181
A. Les forces de sécurité intérieure, objet de la déontologie .....	181
1. L'agent de sécurité intérieure face aux textes .....	181
2. L'agent de sécurité intérieure face à ses responsabilités .....	183
3. L'agent face aux autorités de contrôle et aux juges .....	184
B. Les forces de sécurité intérieure, pivot de la déontologie .....	186

1.	L'agent de sécurité intérieure face aux institutions.....	186
2.	L'agent de sécurité intérieure face à ses missions .....	187
3.	L'agent de sécurité intérieure face aux ordres .....	188
II.	La déontologie des forces de sécurité intérieure, interface relationnelle .....	189
A.	Les forces de sécurité intérieure protégeant avec déontologie .....	190
1.	L'agent de sécurité intérieure face à la victime .....	190
2.	L'agent de sécurité intérieure face à la personne contrôlée .....	191
3.	L'agent de sécurité intérieure face à la personne appréhendée.....	192
B.	Les forces de sécurité intérieure protégées par la déontologie.....	195
1.	L'agent de sécurité intérieure face aux menaces.....	195
2.	L'agent de sécurité intérieure face à lui-même .....	196
3.	L'agent de sécurité intérieure face aux tentations.....	197
<b>L'administration pénitentiaire : une force de sécurité intérieure ?</b>		
	François DIEU .....	199
I.	L'administration pénitentiaire, partie intégrante de la force publique .....	200
II.	La contribution de l'administration pénitentiaire à la fonction policière.....	203
III.	La policiarisation de l'administration pénitentiaire .....	206
IV.	L'administration pénitentiaire, composante de l'appareil de sécurité (intérieure).....	209
<b>Les polices municipales en mutation</b>		
	Christian VALLAR .....	219
I.	La dimension organique : vers la police territoriale.....	219
A.	Policiers municipaux, gardes-champêtres et police territoriale.....	220
B.	Mutualisation intercommunale et police territoriale .....	220
II.	La dimension fonctionnelle : vers une amélioration des conditions de travail.....	221
A.	Les avancées statutaires.....	222
1.	Les perspectives d'évolution de carrière.....	222
2.	Le dispositif social .....	222
3.	La stabilisation de l'armement.....	223
4.	L'amélioration de la formation .....	223
5.	Le contrôle des services de police municipale.....	223
B.	Le renforcement de la coordination avec les forces de sécurité de l'État.....	224
<b>Le droit de la sécurité privée en 2013 : entre permanence et changements</b>		
	Xavier LATOUR .....	225
I.	2013, le temps des bilans.....	226
A.	Le cadre administratif.....	226
B.	Le régime juridique .....	229
II.	2013, le temps des réformes .....	230
A.	Les axes de réforme consensuels.....	231
B.	Les axes de réforme discutés .....	232

### **Le contrat de partenariat public-privé en matière de sécurité intérieure et de défense**

Guillaume FONOUNI-FABRE .....235

### **Police et citoyen : quelle proximité ?**

Thierry CAILLOZ .....241

- I. La police communautaire : un modèle d'intégration et de cohésion sociale 243
  - A. Prévenir et lutter contre toutes formes d'inégalités et d'iniquités pour une société inclusive et sécuritaire .....243
  - B. L'avenir de la police communautaire dans un contexte de réduction budgétaire : un modèle juste et efficace. ....245
- II. Une variété de registres d'action pour résoudre ces problèmes sociaux complexes.....246
  - A. La participation des citoyens comme moyen d'aider les groupes vulnérables et de comprendre les problèmes .....247
  - B. Promouvoir des relations moins asymétriques entre les policiers et les publics stigmatisés .....249
  - C. Limiter la judiciarisation et les risques de récidive des publics « à risque » en développant des programmes d'accompagnement personnalisé .....250

### **Les fichiers de police ou le difficile équilibre entre ordre et libertés dans la société de l'informatique**

Anne RAINAUD .....255

- I. Les fichiers de police : un service public de la surveillance au service de la sécurité des citoyens .....257
  - A. Les fichiers de police : Une réponse traditionnelle réactivée avec force en période troublée .....257
    1. Une tradition .....257
      - a. Une politique ancienne développée par les services. ....258
      - b. La faiblesse du support juridique des fichiers .....259
    2. Le 11/09 /2001, la montée en puissance du service public de la surveillance et des fichiers .....260
      - a. Développement des moyens et pouvoirs d'investigation en France .....261
      - b. Les pressions de l'extérieur .....261
  - B. Le déploiement des fichiers dans une société de surveillance.....262
    1. La conscience du difficile respect des libertés individuelles .....262
    2. Les scandales de la société de surveillance .....265
- II. Le service de l'hyper surveillance au détriment de tous .....265
  - A. La surveillance exploite la transparence .....266
  - B. Les indices d'un service public de la surveillance en voie de maturité ..269
    1. Une mise en exergue sans concession des difficultés liées aux fichiers de police .....269
    2. L'obligation du politique : un aboutissement normatif d'envergure .....271

### **La sécurité au mépris des libertés : l'encadrement de l'action des supporters**

Florence NICOUUD .....273

- I. Le constat du passage d'un régime répressif à un régime préventif .....275

A.	Les mesures à l'égard des individus .....	275
1.	Le dispositif pénal des Interdictions judiciaires de stade.....	275
2.	Le dispositif des Interdictions administratives de stade.....	277
B.	Les mesures à l'égard des groupements : dissolution et suspension d'associations.....	279
II.	Enjeux et limites de l'extension du régime préventif.....	281
A.	Interrogation philosophique quant à la dépossession du juge pénal.....	281
B.	Les conséquences en termes d'atteintes aux libertés fondamentales .....	283
 <b>Les réserves comme réponse aux menaces sur le territoire</b>		
	Jérémie VALLOTTON.....	287
I.	Les enjeux du recours aux réserves .....	289
A.	Le rôle fonctionnel des réserves .....	289
B.	La valeur opérationnelle des réserves.....	290
II.	Les limites du recours aux réservistes.....	292
A.	La fidélisation des réservistes.....	292
B.	L'employabilité des réservistes .....	294
 <b>Cybermenaces et sécurité nationale</b>		
	Marc WATIN-AUGOUARD .....	297
I.	La cyberdéfense, un des piliers de la sécurité nationale .....	298
A.	La fin d'un tabou .....	298
1.	L'ampleur croissante des cyberattaques.....	298
2.	Les cyberattaques les plus graves reconnues comme acte de guerre.....	299
3.	Un volet offensif pour la cyberdéfense .....	300
B.	Une nécessaire clarification sémantique.....	300
1.	La cybersécurité .....	300
2.	La sécurité des systèmes d'information .....	301
3.	La cyberdéfense .....	301
4.	La lutte contre la cybercriminalité .....	302
5.	Lutte contre la cybercriminalité et cyberdéfense .....	303
C.	Un continuum défense/sécurité .....	304
1.	« l'ordinaire et l'extraordinaire » intriqués .....	304
2.	L'improbable rupture du continuum .....	305
3.	Un nécessaire renforcement de la coopération entre tous les acteurs publics ou privés .....	306
II.	L'adaptation du droit aux exigences de la cybersécurité .....	307
A.	Un engagement plus résolu de l'Europe.....	308
B.	Le renforcement du corpus juridique national.....	309
C.	Une indispensable clarification du corpus juridique .....	310
1.	Un droit dispersé .....	310
2.	Un socle de référence à géométrie variable .....	310
 <b>Cyber-armes, quelle législation pour les armes immatérielles ?</b>		
	Stéphanie AUTRET et Thierry AUTRET .....	313
I.	Le malicieux comme arme de nouvelle génération.....	315
A.	La caractérisation de l'arme par destination refusée .....	315